

20220623 Veridik.fr

<https://veridik.fr/2022/06/23/lyon-limportance-de-tisser-des-liens-entre-residents-et-exiles-est-plus-que-jamais-dactualite/>

Lyon : L'importance de tisser des liens entre résidents et exilés est plus que jamais d'actualité

by [Gregory Fiori](#)
[23 juin 2022](#)



[Conférence de presse de la Métropole de Lyon et de l'association Weavers a l'occasion de la journée mondiale des réfugiés du 20 juin.](#)

Le 20 juin dernier, lors de la Journée mondiale des réfugiés, la métropole de Lyon et l'association Weavers, qui vise à favoriser l'inclusion des exilé.e.s par le travail, ont organisé une conférence de presse visant à donner la parole à des exilées. La Ville et la métropole de Lyon en ont également profité pour rappeler leur engagement en matière d'accueil à un moment où la situation des mineur.e.s isolé.e.s suscite l'inquiétude des associations.

Weavers signifie tisserands dans la langue de Shakespeare, mais l'objectif de cette association lyonnaise n'est pas d'invoquer la mémoire des Canuts, mais plutôt de tisser des liens entre les exilées et les autochtones. Weavers est en effet née en 2015 à partir du constat de sa fondatrice Flora Vidal Marron : le manque de proximité entre personnes résidentes et exilées. En effet seulement 12 % des personnes exilées sont en lien avec un citoyen sur leur territoire d'accueil. Pour cette association, l'inclusion des personnes exilées ne peut se faire de façon harmonieuse que si elle est à la fois sociale et professionnelle.

L'une des principales difficultés que rencontrent les personnes exilées en dehors du déracinement est en effet le déclassement professionnel. La preuve : 60 % des réfugiés sont sans emploi à l'issue de leur contrat d'intégration républicaine. La faute souvent à l'absence d'équivalence de leurs diplômes.

Les témoignages de deux exilées

« Mon mari est ingénieur, mais il ne peut pas exercer sa profession parce qu'il n'y a pas d'équivalence pour son diplôme. Du coup il travaille dans les espaces verts, il fait du compost », a confirmé Bayda Sulaiman Ablahad, une exilée irakienne qui était présente à la conférence de presse organisée par la métropole de Lyon et l'association Weavers, le 20 juin dernier, à l'occasion de la Journée mondiale des réfugiés afin de donner la parole à des personnes exilées.

Après la guerre, M^{me} Sulaiman Ablahad est venue en France « pour rejoindre son frère ». Elle a étudié les « sciences physiques », mais « travaille dans la restauration collective » ou « emmène des enfants à l'école ». Elle a également évoqué ses difficultés pour « apprendre la langue ».

Mauricienne Awa Moreau est Banguissoise. Elle est arrivée en France, il y a 27 ans, pour rejoindre son mari français, qu'elle a rencontré à Bangui. Elle aussi a pas mal galéré. Sa passion c'est la cuisine, et elle a participé au programme des étoiles et des femmes de Weavers. « Il y a eu des sélections, des auditions, j'ai démarré la formation le 20 septembre. C'est une formation complète et diplômante. J'ai eu la chance de cuisiner avec Régis Marcon. C'est une grande fierté à 51 ans de retourner sur les bancs de l'école », a commenté M^{me} Awa Moreau avant de préciser que cela lui avait « permis de signer une promesse d'embauche pour travailler dans un restaurant à partir de juillet ».

La Ville et la métropole de Lyon rappellent leur engagement en matière d'accueil

Renaud Payre, le vice-président de la métropole de Lyon, délégué au logement et à la politique de la Ville, en a profité pour rappeler l'importance de « croiser l'hospitalité et la gastronomie ».

« La gastronomie est un des meilleurs moyens d'échanger quelle que soit son origine », avait-il déjà déclaré dans un tweet, publié le 7 juin, lors de l'ouverture du [*Refugee Food festival qui s'est tenu du 7 au 20 juin.*](#)

Ce festival a la même philosophie que l'association Weavers. Il souhaite intégrer les réfugiés par le travail dans le secteur de la restauration. « C'est une association sœur, on fait partie d'un collectif commun », a déclaré Flora Vidal Marron.

Pour Sylvie Tomic, adjointe à la mairie de Lyon et déléguée à l'Accueil et à l'Hospitalité, « La question n'est pas de savoir comment on va limiter l'immigration, mais bien comment on va accueillir mieux les personnes exilées qui arrivent sur notre territoire. »

M. Payre a rappelé l'engagement de la ville de Lyon et de la métropole de Lyon vis-à-vis des migrants.

« Nous gagnerons en intégration si nous travaillons à l'accueil des exilés dès leurs premiers pas sur le territoire », a confirmé le vice-président de la métropole de Lyon délégué au logement et à la politique de la Ville.

« Accueillir c'est aussi offrir un toit », a-t-il précisé en évoquant le contrat territorial d'accueil des réfugiés qui avait été initié par David Kimfield.

« Nous avons demandé aux bailleurs sociaux de prioriser les plus vulnérables, de permettre aux bénéficiaires de la protection internationale de trouver un logement et soutenir ceux qui les accompagnent », a ajouté M. Payre.

Le combat des mineur.e.s isolé.e.s

Depuis [*l'incendie du squat Chez Gemma et avec la fermeture annoncée du Chemineur, les associations s'inquiètent du sort des jeunes mineur.e.s isolé.e.s*](#) « qui [*ne sont pas reconnus comme tels par la Métropole*](#) » [*selon certains de leurs membres*](#). L'association soutien/migrants Croix-Rousse réclame notamment la présomption de minorité pour éviter ce genre de situation.

Nous avons interrogé M. Payre sur cette question. « Nous avons voulu prendre ce sujet à bras le corps et on l'a fait en partie avec la Station (un centre d'hébergement financé par la Métropole pour accueillir les mineurs qui se trouvaient dans le collège Scève NDLR) », nous a-t-il répondu. Il a précisé qu'« il y avait eu des mois de négociations avec les services de l'État », que la Métropole était « un des territoires les plus engagés sur cette question en France », mais qu'elle avait déjà « dépassé ses fonctions », avant de quitter la salle pour partir « à un rendez-vous ».

Concernant la présomption de minorité, Jérémy Camus, le vice-président de la métropole de Lyon en charge de l'Agriculture, de l'alimentation et de la résilience du territoire, qui était du coup le seul représentant de la Métropole, a indiqué que « S'il y (avait) un transfert de compétence, il (faudrait) qu'il y ait un transfert de capitaux ». Il a ensuite pris l'exemple du RSJ, le revenu de solidarité jeune, mis en place par la métropole de Lyon « qui montre l'exemple au niveau national ».

Sauf que le RSJ ne fait pas l'objet de transfert de capitaux de la part de l'État.

Nous avons depuis sollicité un entretien avec M. Payre pour connaître plus précisément la position de la Métropole et il s'est dit disponible pour en discuter.

Tags: [Métropole de Lyon mineurs isolés réfugiés](#)

Gregory Fiori

Journaliste correspondant région Auvergne-Rhône-Alpes